

COMMISSION DE LA DÉFENSE
NATIONALE

du

MARDI 30 JANVIER 2007

Après-midi

COMMISSIE VOOR DE
LANDSVERDEDIGING

van

DINSDAG 30 JANUARI 2007

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 15 h 04 sous la présidence de Mme Hilde Vautmans.

01 Question de M. Claude Marinower au ministre de la Défense sur "des cas de fraude à l'armée" (n° 13676)

01.01 Claude Marinower (VLD) : J'ai déposé cette demande de question à l'occasion du retentissant procès de Hasselt impliquant l'armée. Ces dernières années, plusieurs dossiers de fraude en rapport avec la Défense ont été ouverts. La ministre de la Justice fait état d'encore six autres dossiers. Quelles sont les conséquences de cette situation pour le département de la Défense nationale ? Sur quel montant global la fraude porte-t-elle ?

01.02 André Flahaut, ministre (*en néerlandais*) : Au cours des dix dernières années, dix dossiers de fraude ont été ouverts, mais tous ne sont pas de la même nature ni de la même ampleur que celui traité dans le cadre du procès de Hasselt. Trois affaires de fraude ont été clôturées en 2006 : une a débouché sur l'acquittement des suspects, une autre s'est achevée sur un classement sans suite par le parquet et la troisième s'est terminée par une régularisation volontaire par les intéressés par le biais d'une médiation pénale. Les autres affaires sont toujours entre les mains de la Justice.

Un audit des processus financiers appliqués à la Défense est en cours. Les unités et services de la Défense sont analysés, ainsi que les systèmes informatiques assurant l'appui des processus financiers. Les anomalies sont communiquées au chef d'état-major de la Défense, les services contrôlés étant tenus de présenter un plan de lutte contre les manquements constatés.

De nouvelles règles sont imposées aux services locaux d'achat, à savoir une limitation draconienne du nombre d'ordonnateurs et de leur délégation et une réduction importante du budget alloué aux achats locaux par l'élaboration de contrats ouverts. Le paiement des achats locaux a été sécurisé par un système informatique spécifique lié au système intégré de gestion logistique, de sorte à assurer l'inventaire du matériel acquis. Un code déontologique a également été mis en place pour les marchés publics.

En 2006, le chef d'état-major de la Défense a rappelé à tous les responsables les sanctions disciplinaires, statutaires voire judiciaires que peut entraîner le non-respect des règles relatives aux achats locaux, aux services horeca de l'armée ainsi qu'à l'attribution des indemnités et rétributions au titre de dépenses variables de personnel. Les principes du contrôle interne sont exposés durant les différents cycles de la formation continuée.

Nous devons attendre les conclusions de l'enquête judiciaire pour connaître le montant total des fraudes. J'ai demandé à mon administration de me communiquer les montants relatifs aux trois dossiers qui ont été clôturés en 2006 et je vous les transmettrai dans les meilleurs délais.

01.03 Claude Marinower (VLD) : Pareille fraude ne doit pas se reproduire. Les mesures prises sont une bonne chose.

Quelle était l'ampleur de la fraude dans les trois affaires déjà clôturées en 2006 ? N'a-t-on clôturé que l'enquête judiciaire dans le cadre de ces affaires ? A-t-on pu récupérer certains montants ?

01.04 André Flahaut, ministre (*en français*) : Concernant votre e-mail, je vous transmettrai les informations dès qu'elles seront en ma possession. Pour ce qui est des dossiers clôturés en 2006, le premier a vu l'acquiescement des prévenus. Le second a été classé sans suite et le troisième a abouti à la régularisation volontaire par les intéressés.

Mon département se constitue systématiquement partie civile lorsque des cas de fraude sont mis au jour, que ces fraudes aient été commises avant la réforme - réforme en « structure unique » - ou après.

À mon arrivée, j'ai fait dresser l'inventaire de toutes les asbl de la Défense dans le but d'en assurer le contrôle. Aucun problème majeur n'a été mis en évidence. Nous avons fait de certaines asbl des « services d'État à gestion séparée », qui permettent d'identifier plus clairement les responsabilités et les règles à respecter.

01.05 Claude Marinower (VLD) : J'attends la réponse écrite du ministre à propos de l'ampleur de la fraude dans les six affaires non encore clôturées et dans lesquelles le département de la Défense s'est constitué partie civile.

L'incident est clos.

02 Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur "la publication récente de chiffres officiels de l'OTAN" (n° 13683)

02.01 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : Parmi tous les États-membres de l'OTAN dotés d'une armée, la Belgique est celui dont les dépenses en nouveau matériel militaire ont été les moins importantes en 2006, à savoir 5,4 %. Pas moins de 75,4 % des dépenses sont consacrées au personnel militaire et civil. Ces dernières années, les dépenses de la Défense ont représenté 1,1 % du PIB alors qu'elles se montaient encore à 2,7 % en 1985-1989. Le ministre a répondu en invoquant les sempiternels arguments. D'après lui, l'OTAN utilise d'autres méthodes d'estimation, il convient de ne pas confondre les dépenses de la Défense et les dépenses consacrées à la défense et, si notre pays investit moins, il investit mieux. Enfin, la structure unitaire aurait permis de résoudre tous les problèmes.

Je persiste à dire qu'il y a trop de matériel obsolète à l'armée. Il n'est pas remplacé comme le prévoyaient les différents plans stratégiques et directeurs du ministre. Par ailleurs, la méthode de calcul de l'OTAN est semblablement appliquée à tous les États-membres. Pourquoi ne l'est-elle pas aussi pour les objectifs du plan stratégique ? Dans quels domaines récoltons-nous de mauvais résultats dans une optique internationale ?

02.02 André Flahaut, ministre (*en néerlandais*) : Nous accordons notre politique de défense et de sécurité avec les cinq axes de notre politique étrangère : l'UE, l'OTAN, les Nations Unies, l'OSCE et les relations bilatérales. Ainsi, les efforts que nous déployons en République démocratique du Congo ne relèvent pas de l'OTAN. Au Liban, nous travaillons dans le cadre des Nations Unies. Récemment, nous avons également mobilisé un bâtiment de la Marine, le Godetia, dans le cadre de la diplomatie de la défense en Afrique.

Les critères de l'OTAN ne constituent qu'une méthode d'évaluation parmi d'autres. En matière de politique d'investissement, le département de la Défense applique trois principes : le minimum nécessaire, l'achat *off the shelf* et la recherche de synergies par le biais d'achats internationaux collectifs. L'évaluation de ces choix dans le cadre de l'OTAN peut donner du montant total de nos investissements une image défavorable. Mais, dans la pratique, cela ne diminue en rien l'opérationnalité de la Défense sous l'angle de la performance. Nous n'investissons pas davantage avec notre budget, mais mieux. Les aspects sociaux et les accords sectoriels avec les organisations syndicales constituent en outre des priorités.

Je rappelle les nombreux programmes d'investissement que le gouvernement a approuvés au cours des

dernières années et qui s'inscrivent pleinement dans le plan directeur 2003 de la Défense. Grâce aux investissements, nous avons pu moderniser fondamentalement les quatre composantes et répondre aux besoins opérationnels actuels dans le cadre de l'UE, de l'OTAN et des Nations Unies.

02.03 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : Je confirme que la Belgique fournit un surcroît d'efforts, comme en République démocratique du Congo. Mais je m'étonne qu'à chaque fois, un petit pays comme le nôtre fasse la leçon aux grands États. Le gouvernement cherche obstinément à développer une nouvelle vision de la chose militaire. Peut-être le ministre devrait-il à l'avenir présenter cette vision à l'avance au Conseil européen des ministres de la Défense. Il servirait ainsi l'image de notre pays car, pour l'heure, l'OTAN nous attribue toujours la lanterne rouge.

L'incident est clos.

03 Interpellation et questions jointes de

- **M. Pieter De Crem** au ministre de la Défense sur "le piratage du site internet de la Défense" (n° 998)

- **Mme Ingrid Meeus** au ministre de la Défense sur "le piratage du site internet de la Défense nationale" (n° 13897)

- **Mme Brigitte Wiaux** au ministre de la Défense sur "le piratage du site internet du ministère de la Défense" (n° 13942)

03.01 Pieter De Crem (CD&V) : Au cours du week-end du 13 janvier 2007, le site internet du département de la Défense a été piraté par des nationalistes turcs. Dire que le site n'était pas suffisamment protégé est un euphémisme. Comment un tel incident a-t-il donc pu se produire ? Quel est le résultat de l'enquête ? À quelles informations les pirates ont-ils pu accéder ? Ont-ils pu consulter, utiliser ou manipuler des informations confidentielles ? Comment préviendra-t-on pareil incident à l'avenir ? A-t-on établi les responsabilités ?

Il est très hasardeux d'affirmer qu'aucune fraude ne se produira plus à l'avenir. De nouveaux dossiers surgiront peut-être dans quelques semaines. Dans sa réponse à la première question, le ministre s'est aventuré assez loin, ce que je n'aurais jamais fait en tant que ministre de la Défense.

03.02 Ingrid Meeus (VLD) : La population prend très au sérieux le piratage d'un site web de la Défense ou de la police. Manifestement, ces sites ne sont pas aussi sécurisés qu'on ne le pensait.

Si un groupe terroriste réussissait à s'introduire dans le système informatique de la Défense, c'est la sécurité de notre pays qui serait mis en péril. Des données confidentielles et stratégiques sont conservées par ce système. Ces données pourraient-elles être dérobées ou modifiées par des pirates ? Quelles mesures la Défense compte-t-elle prendre pour prévenir un tel scénario ? Quelles sont les normes de sécurité en vigueur ? Que fait-on pour mieux sécuriser le réseau ?

03.03 Brigitte Wiaux (cdH) : J'ai appris avec stupéfaction que le site internet du ministère de la Défense belge avait fait l'objet d'un piratage. Comment cela a-t-il été possible ? Pourquoi ? Quelles sont les informations qui ont fait l'objet de ce piratage ? Quels enseignements peut-on en tirer ? Quelles sont les actions que vous comptez entreprendre pour l'avenir ?

03.04 André Flahaut, ministre (*en français*) : Pour répondre à M. De Crem, le système de contrôle permanent a été mis en place pour diminuer le risque de fraudes. Il n'est cependant pas exclu de découvrir des fraudes qui ont débuté il y a longtemps, avant mon arrivée à la tête du département. Nous prenons les mesures idoines si de nouvelles fraudes venaient à être découvertes.

En ce qui concerne le piratage du site internet, j'ai pris l'affaire très au sérieux et une analyse a été effectuée. Nous avons localisé le problème de configuration sur le site web public militaire et le problème a été résolu le lendemain. Le site a été rendu à nouveau disponible au public le 16 janvier 2007.

A l'occasion de cette attaque, les pirates n'ont pas pu accéder à des informations confidentielles, vu que celles-ci ne figurent pas sur le site. On est Belge mais tout de même pas con !

La protection du réseau de la Défense est une préoccupation constante de la Défense. Des investissements ont été consentis en 2005 et 2006 pour l'instauration d'une zone tampon protégée entre le réseau et l'extérieur et, pour 2009-2010, un projet permettra encore d'améliorer la protection du réseau.

03.05 Pieter De Crem (CD&V) (*en français*) : Heureusement que l'on ne nous prend pas pour des « petits cons » !

03.06 André Flahaut, ministre (*en français*) : Ce n'est pas ce que j'ai dit.

03.07 Pieter De Crem (CD&V) : Il est évident que cet incident porte atteinte à l'image de la Défense. Le ministre se défend en invoquant le fait que même le site du Pentagone a déjà fait l'objet d'un piratage.

Je n'ai obtenu aucune réponse à mes questions. Comment les pirates s'y sont ils pris ? Quelles informations ont été consultées et à quelles fins pourraient-elles être utilisées ?

03.08 André Flahaut, ministre (*en français*) : Heureusement que votre commune est bien gérée !

03.09 Pieter De Crem (CD&V) : Les citoyens considèrent que la commune d'Aalter est mieux gérée que la ville gérée par votre parti, où vous vous êtes porté candidat et où vous avez perdu les élections. Une dernière question : qui est responsable de ce qui s'est passé avec le site web ?

03.10 André Flahaut, ministre (*en français*) : Mais de quoi parle-t-il encore ? Vous êtes incapable de vous en tenir à un dossier, M. De Crem. Je suis inquiet pour la Flandre !

Mme Meeus m'a posé cette question, j'y ai répondu et vous me la reposez !

03.11 Ingrid Meeus (VLD) : Bien évidemment, c'eût été bien plus grave si les pirates étaient parvenus à pénétrer dans le système informatique de la Défense.

03.12 André Flahaut, ministre (*en français*) : Mais non, à partir du moment où il s'agit d'un site web, on n'y met pas d'informations confidentielles, car les types qui ont réalisé ce site ne sont pas cons : ils savent qu'il y a moyen d'entrer dans ces sites !

03.13 Ingrid Meeus (VLD) : J'espère seulement que le système informatique peut être moins facilement piraté que le site internet. Si le ministre peut me rassurer à cet égard, tant mieux !

03.14 André Flahaut, ministre (*en français*) : Ne vous inquiétez pas : cherchez à obtenir des documents confidentiels, vous n'y arriverez qu'en recourant à des techniques s'apparentant à de l'espionnage !

03.15 Ingrid Meeus (VLD) : Je suis ravie de l'entendre.

Motions

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.

Une motion de recommandation a été déposée par M. Pieter De Crem et est libellée comme suit:

“La Chambre,
ayant entendu l'interpellation de M. Pieter De Crem
et la réponse du ministre de la Défense,
recommande au gouvernement
- d'optimiser la protection du réseau informatique de la Défense;
- de déterminer les responsabilités en ce qui concerne cet acte de piratage.”

Une motion pure et simple a été déposée par Mme Ingrid Meeus et par MM. Ivon Harmegnies et Cemal Cavdarli.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

04 Questions jointes de

- **M. Walter Muls** au ministre de la Défense sur "le transfert d'un membre du parlement russe au centre des grands brûlés de Neder-over-Heembeek" (n° 13766)

- **M. Luc Sevenhans** au ministre de la Défense sur "le rapatriement vers Moscou d'un magnat russe du pétrole" (n° 13928)

04.01 Walter Muls (sp.a-spirit) : À des questions précédentes concernant le transfert par avion militaire d'un parlementaire russe du sud de la France au centre des grands brûlés de Neder-over-Heembeek, le ministre a répondu que de tels vols étaient strictement réglementés. S'agit-il en l'espèce d'un règlement interne ou existe-t-il un document officiel ? D'autres pays appliquent-ils des réglementations similaires impliquant notre pays ?

Avant de mobiliser un avion militaire pour procéder à un tel transport, il convient toujours d'étudier en premier lieu la possibilité de recourir à un transport civil équivalent. Le docteur Vincent, de l'hôpital Erasme, a déclaré précédemment que le transport militaire se justifiait compte tenu de l'impossibilité de trouver à temps une compagnie d'assurances disposant du savoir-faire nécessaire pour organiser un transport équivalent. Il me revient de plusieurs sources que cette thèse est totalement dénuée de pertinence. Qui a étudié la faisabilité d'un transport par la voie normale, c'est-à-dire civile ? Le cabinet du ministre s'en est-il chargé ? La thèse du docteur Vincent a-t-elle été vérifiée ?

Selon le ministre, le coût du transport s'élève à 5.798 euros. La facture aurait été réglée le 11 décembre 2006. D'après mes informations, ce montant ne représenterait qu'une bagatelle par rapport aux frais habituels. Sur le marché privé, un tel vol aurait coûté de 9.000 à 33.300 euros en fonction du type d'avion. Comment a été établi le montant particulièrement modeste de la facture ? Celle-ci comprend-elle tous les frais ?

04.02 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : Le milliardaire russe a été transféré à Neder-over-Heembeek dans un avion de type Embraer, équipé d'un appareillage médical complet. L'an dernier, un tel avion n'était pas malheureusement disponible pour transférer un compatriote de Goa. Il y est décédé de ses blessures.

Le Russe a en outre bénéficié d'un véritable prix de faveur, à peine suffisant pour couvrir le coût du kérosène. Il a récemment été rapatrié à Moscou en avion, accompagné d'un infirmier et d'un kinésithérapeute du Centre des grands brûlés. Ces deux personnes étaient munies d'un ordre de marche de l'OTAN et étaient donc officiellement en mission à l'étranger.

Le département de la Défense a-t-il également organisé le voyage de retour en Russie ? Quel appareil a été utilisé à cette occasion et un prix de faveur a-t-il également été facturé pour ce vol ? Les deux membres du personnel du Centre des grands brûlés sont-ils déjà rentrés ? À combien s'élève le coût de cette assistance médicale et qui paiera la facture ?

Tous les patients qui quittent le Centre des grands brûlés bénéficient-ils d'une telle assistance médicale ou cette opération se résume-t-elle à une vaste opération de relations publiques de la Belgique à l'égard du propriétaire de la gigantesque entreprise russe Gazprom ?

04.03 André Flahaut, ministre (*en français*) : J'ai déjà répondu de nombreuses fois à des questions sur ce sujet.

Pour commencer, je voudrais qu'on situe bien Goa : il suffit de voir où cela se trouve pour constater qu'il était matériellement impossible d'aller rechercher cette personne, avec laquelle le contact était perdu, sauf peut-être avec sa famille. S'il avait été possible de le faire, je l'aurais fait. Mais ce n'était pas le cas.

Cela m'énerve particulièrement quand on prétend – en faisant l'imbécile ou pas – qu'il y avait moyen de le

sauver. Je voudrais qu'on arrête de raconter n'importe quoi.

Il y a des limites au travail parlementaire : une fois que la réponse a été donnée, cela suffit. La deuxième fois, on peut toujours essayer mais il n'y aura pas de troisième fois.

(*En néerlandais*) L'article 151 de la loi-programme du 2 août 2002 renferme le fondement légal de la prestation de services à des tiers contre paiement. La procédure repose sur un règlement interne. Mes services examinent actuellement l'existence de tels systèmes à l'étranger.

(*En français*) Nous avons des accords entre pays et entre armées. J'imagine que certains de mes collègues font eux aussi en sorte que leur matériel serve à la population civile, même à l'étranger. Nous nous informerons à ce sujet et nous vous transmettrons ces informations.

En ce qui concerne votre recherche sur l'indisponibilité d'un appareil civil, je vous confirme que nous avons accepté le transport en question. Dans une situation d'urgence, il n'est pas possible de tout vérifier. Vous ne pouvez pas nous reprocher d'avoir accordé du crédit aux propos du professeur Vincent de l'hôpital Erasme.

Pour ce qui est du coût, il est calculé sur la base des heures prestées et du prix du vol. La comparaison avec les coûts pratiqués par les compagnies d'assurances n'a pas de sens puisqu'il ne s'agit pas d'une prestation privée. À l'époque du tsunami, je me suis d'ailleurs opposé à ce que la Défense aille rechercher des personnes non assurées. Dans le cas évoqué, il y avait urgence et nous avons agi pour sauver un patient. Quoi qu'on fasse, on ne reçoit que des critiques.

En ce qui concerne la transplantation d'organes, la logique est la même. La Défense a des hélicoptères et du personnel pour honorer l'accord passé avec les centres de transplantation. Aujourd'hui, une décision de justice nous empêche d'assurer cette mission et des gens sont morts parce que la firme privée qui nous a attaqués en justice n'est pas capable elle-même d'effectuer ces transports. Il était pourtant prévu que nous travaillerions en complémentarité.

Pour répondre aux autres questions de M. Sevenhans, j'ajouterai que le retour du patient russe n'a pas été organisé par la Défense. Tous les frais sont à la charge du patient. Un membre du personnel assure un suivi jusqu'au 5 février. Ce suivi à la sortie de l'hôpital est tout à fait normal et identique pour toute personne, sans distinction de couleur de peau, de langue, de sexe ou de convictions politiques ou philosophiques.

04.04 Walter Muls (sp.a-spirit) : Le ministre se plaint d'essuyer sans arrêt des critiques quand il vient à la Chambre. Mais critiquer la politique du gouvernement, n'est-ce pas précisément le travail des parlementaires ?

Je suis scandalisé de constater que le ministre n'a visiblement pas vérifié si un appareil était disponible sur le marché privé. Le ministre prend pour argent comptant ce qu'a dit tel "chef de service" d'un hôpital. Pour un rapatriement, tout hôpital peut donc tout bonnement faire appel à la Défense au lieu de solliciter un assureur privé. C'est là une situation qui n'est pas sans danger.

La règle est que l'armée peut intervenir lorsqu'aucune autre possibilité n'est offerte dans le monde civil. Cette règle, le ministre l'a aussi enfreinte en matière de transplantation d'organes puisque là aussi, il a décidé d'entrer en concurrence avec le secteur privé. Résultat : le secteur privé a intenté un procès à l'armée, laquelle a été rappelée à l'ordre. Et aujourd'hui, en ne vérifiant pas si des avions privés étaient disponibles, le ministre a commis une erreur similaire car il pourrait fort bien être confronté à des problèmes analogues.

04.05 André Flahaut ministre (*en français*) : Vous vous inscrivez dans une logique privée, moi dans une logique publique.

04.06 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : Je me félicite d'entendre le ministre déclarer ne pas faire d'exception. Il ne manquerait donc pas de me faire rapatrier s'il m'arrivait d'être bloqué quelque part.

Il est tout à fait normal de ne pas exiger d'une fillette algérienne pauvre qu'elle supporte les frais de son transport. Mais on est en droit de supposer d'un riche actionnaire de Gazprom qu'il est dûment assuré et qu'il peut supporter lui-même les frais afférents à son rapatriement. Même moi, je le pourrais.

Le ministre dit que tous les patients font l'objet d'un suivi. C'est un précédent. J'espère qu'il dit vrai quand il affirme ne pas faire d'exception et traiter tout le monde sur pied d'égalité.

L'incident est clos.

05 Questions jointes de

- **M. Pieter De Crem** au ministre de la Défense sur "**la présence d'une bactérie nosocomiale au Centre des grands brûlés de l'Hôpital militaire de Neder-over-Heembeek**" (n° 13798)

- **Mme Hilde Dierickx** au ministre de la Défense sur "**la présence de la bactérie multirésistante à l'Hôpital militaire de Neder-over-Heembeek**" (n° 13911)

05.01 Pieter De Crem (CD&V) : Un germe très agressif s'est implanté au centre des grands brûlés de Neder-over-Heembeek. Le problème a été dissimulé pendant un certain temps et n'a donc pas été géré correctement. Une fois cette mauvaise gestion constatée, il a été décidé de ne plus admettre aucun nouveau patient et de stabiliser les autres patients et de les transférer vers d'autres centres. Ces centres n'ont toutefois pas été suffisamment informés de l'ampleur et de l'origine de la contamination.

Pourquoi les mesures appropriées n'ont-elles pas été prises immédiatement ? Le chef de service a-t-il été appelé à se justifier ? Pourquoi les autres centres n'ont-ils pas été suffisamment informés ? Combien de patients ont été contaminés et quelles en sont les conséquences ?

05.02 Hilde Dierickx (VLD) : La bactérie rare et multirésistante *Actinobacter* a causé la mort de deux personnes à l'Hôpital militaire. La bactérie a été détectée sur une femme algérienne prise en charge par l'unité des soins intensifs. Un autre patient traité dans ce même service a lui aussi été contaminé et est mort des suites de cette infection.

Pourquoi cette femme algérienne a-t-elle été transférée à l'Hôpital militaire ? La patiente a-t-elle subi un examen complet avant ou au cours de son séjour à l'hôpital ? A-t-on suivi la procédure adéquate pour prévenir toute contamination par la bactérie ? Peut-on affirmer avec certitude qu'aucune autre personne, qu'elle soit patiente ou membre du personnel, n'a été contaminée ?

05.03 André Flahaut, ministre (*en français*) : Vos informations sont correctes : la patiente algérienne ne venait pas d'Algérie.

(*En néerlandais*) La patiente, qui souffrait de graves brûlures, a été transférée au service des soins intensifs de l'Hôpital militaire dans le cadre d'un accord de coopération avec l'hôpital Brugmann.

Tous les patients sont examinés et isolés en raison du risque constant d'infection. Après la découverte du germe, l'équipe médicale a immédiatement pris les mesures nécessaires et correctement respecté la procédure prévue. Après que la contamination a été constatée, le service des soins intensifs a été entièrement évacué et décontaminé par une entreprise spécialisée. Une infection nosocomiale - malgré toutes les mesures de précaution, une bactérie se transmet d'un patient à l'autre - a néanmoins été constatée. Ce phénomène est de plus en plus fréquent dans les hôpitaux. L'Hôpital militaire n'a rien à se reprocher, comme l'a d'ailleurs constaté une assemblée multidisciplinaire comprenant des experts de l'hôpital Brugmann.

Un seul patient a été transféré vers un autre hôpital.

Dès qu'une infection nosocomiale a été suspectée, une concertation a été organisée avec les hôpitaux concernés et des informations ont été fournies. L'ensemble de ces mesures procèdent d'une volonté de transparence.

(*En français*) Sur les six patients contaminés, deux sont encore aujourd'hui soignés à l'hôpital, deux ont quitté l'hôpital et deux sont décédés, dont un qui avait été transféré. La cause du décès de ce dernier n'était pas liée à l'infection causée par le germe hospitalier et l'on ne peut déterminer si le germe a eu un rôle

déterminant dans le décès de l'autre patient.

05.04 Pieter De Crem (CD&V) : Le ministre ne répond manifestement pas à ma question. Le problème se pose déjà depuis le mois de novembre 2006. Un communiqué de presse n'a été diffusé que six semaines après la contamination. Un tel retard est inadmissible. Je continuerai à suivre le dossier. Deux décès sont tout de même à déplorer. Où le deuxième patient est-il décédé ?

05.05 André Flahaut, ministre (*en français*) : Je n'ai pas l'information ici. Je vous la transmettrai.

05.06 Hilde Dierickx (VLD) : Est-on absolument certain que personne d'autre ne peut être contaminé par la bactérie ?

05.07 André Flahaut, ministre (*en français*) : Hormis les patients signalés dans le service des soins intensifs (qui a été désinfecté), il n'y a pas eu de patient ou de membre du personnel touché.

L'incident est clos.

06 Question de M. Pieter De Crem au ministre de la Défense sur "la perquisition effectuée dans les locaux du Service de l'Inspection générale" (n° 13799)

06.01 Pieter De Crem (CD&V) : La police fédérale a mené une perquisition au Service d'inspection général de la Défense, dans le cadre du décès d'un militaire. Cette perquisition a été ordonnée par le juge d'instruction Connerotte. Des éléments du dossier auraient été dissimulés.

Le ministre pourrait-il fournir des précisions concernant les véritables motifs de cette perquisition et les suites de celle-ci ?

06.02 André Flahaut, ministre (*en néerlandais*) : La perquisition s'inscrit dans le cadre de l'enquête sur le décès d'un jeune militaire survenu en août 2005. Après ce décès, l'inspecteur général médiateur a mené une enquête globale dont seulement une partie avait trait à cette mort spécifique. Les parents ont reçu, à leur demande, les avis de l'inspecteur général en janvier 2006. Ils se sont ensuite constitués partie civile auprès du juge d'instruction de Neufchâteau. Le juge d'instruction Connerotte a été désigné pour mener l'enquête.

Début août, un policier s'est présenté chez l'inspecteur général médiateur pour obtenir une copie du rapport d'enquête. L'inspecteur lui a demandé de produire un document officiel signé par le juge d'instruction en charge du dossier. Dès que l'inspecteur général a reçu ce document officiel, une copie de la partie du dossier qui le concernait a été transmise au policier, accompagnée d'une lettre de l'inspecteur général où ce dernier se mettait à l'entière disposition du juge d'instruction Connerotte.

Le mardi 16 janvier, des policiers se sont rendus dans les bureaux de l'inspecteur général à Tervuren avec un mandat de perquisition délivré par le juge d'instruction Connerotte. L'original du dossier intégral d'enquête de l'inspecteur leur a été remis contre un accusé de réception. Des copies des documents électroniques du dossier ont également été mises sur cd. Le tout s'est déroulé dans une atmosphère de totale collaboration et de transparence. Nous devons à présent attendre la suite de l'enquête.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Ingrid Meeus au ministre de la Défense sur "l'avenir des unités casernées au Fort de Zwijndrecht" (n° 13836)

07.01 Ingrid Meeus (VLD) : Le Fort de Zwijndrecht a fonctionné pendant des dizaines d'années comme un arsenal de munitions de la Défense, ayant une capacité de fabrication industrielle. Étant donné la réduction drastique des activités de la Défense dans ce domaine, l'occupation du Fort s'est considérablement réduite.

Or, les rumeurs les plus folles circulent à propos de la future affectation de ce domaine militaire par la

Défense et sur les mouvements de personnel à court terme.

Quelle est l'utilisation actuelle du site ? Quels détachements et unités y ont-ils leurs quartiers ? Quelle est leur mission ? Certaines unités utilisent-elles ce site à des fins opérationnelles ou d'entraînement ? Dans le futur, les unités présentes dans le fort seront-elles dissoutes, déplacées ou élargies ? Où en sont les activités d'assainissement du fort et des alentours ? Qui surveillera le fort à l'avenir ? En quoi consistera cette surveillance ? De nombreuses munitions sont en effet entreposées dans les douves et les risques sont donc bien réels.

07.02 André Flahaut, ministre (*en néerlandais*) : Le 11^{ème} Bataillon du Génie utilise plusieurs hangars du quartier pour entreposer du petit matériel de génie. Vingt-trois membres de cette unité sont affectés à la garde et à l'entretien du quartier.

Une autre zone du fort sert à la formation au danger que représentent les mines et les munitions non explosées qui est dispensée aux détachements qui s'apprêtent à partir en mission à l'étranger.

Douze membres du Service d'Inspection des Poudres et Explosifs de Guerre sont encore sur place. Leur mission principale consiste à veiller à une utilisation sûre des munitions militaires et à enquêter sur les accidents liés aux munitions.

Le troisième département Munition du complexe d'appui Westakkers est également établi dans le fort. Ses 19 membres sont chargés de tester et de contrôler les munitions et de fabriquer du matériel pyrotechnique à la demande de l'état-major de la Défense.

Il n'y a pas eu récemment de mouvements structurels d'unités ni de personnel. Dans le cadre du processus actuel de valorisation des infrastructures de la Défense, le transfert de certaines activités est à l'étude.

Les travaux d'entretien ainsi que les investissements nécessaires à la sécurité du personnel sont en cours là où ils sont requis. Tous les locaux qui accueillent du personnel sont conformes aux dispositions du règlement général sur la protection du travail. Tous les équipements satisfont à la législation et aux normes actuellement en vigueur.

La Défense a l'intention de conserver ce domaine. L'assainissement du quartier de Zwijndrecht constitue un projet important et complexe. La sécurité du personnel et des riverains primera toujours. Les méthodes d'assainissement et leur impact budgétaire devront être analysés à la lumière de ce principe. Le projet est encore en phase d'étude, mais il est acquis qu'il coûtera cher.

07.03 Ingrid Meeus (VLD) : En fait donc, tout est encore à l'étude.

Président : M. Yvon Harmegnies.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- **M. Pieter De Crem** au ministre de la Défense sur "les conséquences de l'accident d'avion du 25 juin 1986" (n° 13750)

- **Mme Hilde Vautmans** au ministre de la Défense sur "l'accident d'avion survenu à Visé" (n° 13765)

08.01 Pieter De Crem (CD&V) : En 1986, un Mirage de la force aérienne est entré en collision avec un avion de sport. Depuis, une procédure judiciaire contre l'État belge est en cours. Quel est l'état de ce dossier ? Quels arguments le département de la Défense a-t-il invoqués pour aller en appel du jugement de première instance ? Ne serait-il pas équitable, indépendamment de l'issue de la procédure, d'envisager une forme d'indemnisation, sans qu'il soit question de responsabilité ? Quelles seraient les conséquences d'un jugement défavorable au département de la Défense pour l'utilisation de nos avions militaires ?

08.02 Hilde Vautmans (VLD) : Les trois occupants de l'appareil civil sont décédés lors de la collision avec le

Mirage. Le tribunal de première instance a estimé que la priorité de droite est également d'application dans l'espace aérien lorsque les pilotes volent à vue. Le jugement était donc favorable aux victimes civiles.

En avril 2004, le ministre s'était engagé à faire examiner la possibilité, pour des raisons sociales, de verser une indemnisation provisoire. La veuve d'une des victimes a entre-temps atteint l'âge de 80 ans. Le délai raisonnable pour l'indemnisation est échu depuis longtemps.

Où en est la procédure d'appel ? Pourquoi tergiverse-t-on ? Les conclusions des experts étaient pourtant claires. Les services du ministre ont-ils examiné la possibilité de verser des avances ? Ne peut-on y procéder sans qu'il soit question d'un aveu de responsabilité ? Pourquoi aucune transaction n'a-t-elle jamais été acceptée ?

08.03 André Flahaut, ministre (*en néerlandais*) : Le tribunal de première instance de Bruxelles a prononcé dans ce dossier un jugement en date du 18 novembre 2003 contre lequel mon département a interjeté appel le 11 mars 2004. Dans l'intervalle, les plaidoiries devant la cour d'appel ont été fixées aux 4 et 5 avril.

Dans son jugement, le tribunal a estimé que la Défense fait courir un risque aux civils en faisant évoluer des avions militaires à grande vitesse dans l'espace aérien non-contrôlé. Le tribunal n'a pas retenu la responsabilité de l'État pour une erreur commise par le pilote ou un défaut technique dont aurait été affecté le Mirage. En ce qui concerne la priorité de droite, le tribunal a jugé qu'elle ne se prête pas à une interprétation stricte dans l'espace aérien mais qu'elle doit plutôt être considérée comme une règle générale destinée à éviter les collisions.

Mon département est allé en appel de ce jugement parce qu'il est préjudiciable à la formation de nos pilotes. Les risques que comporte le vol dans l'espace aérien non contrôlé devraient être connus de tous les utilisateurs, et donc également des pilotes civils.

Le jugement du tribunal ordonnait son exécution provisoire, indépendamment de la procédure d'appel. Le département a dès lors consigné les montants des condamnations civiles. Par cette mesure conservatoire, le département veut se prémunir contre un risque budgétaire tout en faisant preuve de cohérence dans sa contestation de la responsabilité de la Défense.

Pour des considérations sociales, j'ai néanmoins demandé à mon administration d'envisager la possibilité de procéder à des versements provisoires. Il m'a été répondu qu'aucune transaction ne pouvait être conclue parce que la Défense avait interjeté appel et que la Cour des comptes ne pouvait pas octroyer son visa pour des paiements qui méconnaîtraient les droits de l'État, compte tenu de la procédure en cours.

Une décision au détriment de la Défense hypothéquerait la formation des pilotes qui conditionne bien évidemment le caractère opérationnel de la composante aérienne, à l'échelon tant national qu'international.

(*En français*) La réponse de mon administration a été claire, il est impossible d'agir, ce que je regrette personnellement.

08.04 Pieter De Crem (CD&V) : Je comprends la nécessité de préserver les intérêts du département et de la Composante Aérienne mais je déplore qu'on s'en tienne strictement à l'interprétation de la Cour des comptes. Je demande encore une fois au ministre d'étudier si le paiement d'avances n'est pas envisageable, quelle que soit l'issue de la procédure.

08.05 Hilde Vautmans (VLD) : D'après les renseignements que j'ai recueillis auprès de quelques juristes, une conciliation doit être possible dans de telles circonstances, sans que l'État reconnaisse sa responsabilité. J'appelle dès lors le ministre à refaire une dernière tentative. La meilleure solution résiderait dans un jugement rapide en appel mais je crains que la procédure ne traîne encore un certain temps.

08.06 André Flahaut, ministre (*en français*) : Je veux bien faire une demande écrite pour obtenir une réponse écrite de la Cour des comptes, mais les barrières sont manifestement fortement baissées.

L'incident est clos.

09 Interpellation de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur "la réorganisation de l'état-major de la Défense" (n° 1005)

Présidente : Mme Hilde Vautmans.

09.01 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : Le *Flash Direct* du 21 décembre 2006 fait état d'une série de désignations d'officiers généraux mais également d'une réorganisation déguisée de l'état-major de la Défense. Le secrétaire général du département se voit confier la direction de la cellule Évaluation et Contrôle. Le département d'état-major Évaluation est dès lors démantelé.

Les fonctions d'inspecteur général médiateur et de sous-chef d'état-major Bien-Être seraient désormais cumulées par un seul officier général mais l'intéressé a refusé ce cumul. Comment une seule personne peut-elle en effet combiner une mission de contrôle et de médiation ? Il existe donc encore manifestement des généraux dotés de bon sens.

Les départements d'état-major Stratégie et Bien-Être et Évaluation devaient incarner la modernisation de la Défense après la réorganisation du 1er janvier 2002 et démontrer l'importance du bien-être des militaires et des civils au sein du département de la Défense. Une vision à long terme et une stratégie, doublées d'un contrôle et d'une évaluation et de la mise en oeuvre de techniques de management modernes devaient faire du département de la Défense une organisation moderne.

Un système de mesure des prestations devait vérifier si les moyens étaient effectivement mis en oeuvre dans le cadre de la stratégie et de la politique poursuivies. Le département d'état-major Évaluation a d'emblée été confronté à la difficulté de développer un système de mesure des prestations au sein d'une organisation dont les top managers redoutent toute mesure objective. D'un seul trait de plume et sans aucune consultation, le ministre met aujourd'hui fin à la modernisation et anéantit l'espoir d'une nouvelle culture au sein du département de la Défense.

Pour de nombreux militaires, la suppression du département d'état-major Évaluation ne constituait pas une surprise. Ce département d'état-major aurait en effet pu réunir des chiffres et des données établissant que l'affectation réelle des moyens de la Défense et les résultats obtenus ne correspondaient pas aux informations publiées dans la presse et dans les communications ministérielles. On ne sait pas encore précisément comment fonctionnera la nouvelle cellule Évaluation et Contrôle ni si elle héritera des compétences de l'ancien département d'état-major Évaluation. Le secrétaire général serait, semble-t-il, encore occupé à rédiger ce mandat. Par ailleurs, le département d'état-major Bien-être serait sans chef depuis un mois. Les 400 membres de son personnel ne savent plus pourquoi ils doivent encore aller travailler et sont dès lors démotivés.

Les principaux symboles du renouveau ont donc été vidés de leur substance. La nouvelle culture reste un concept creux et on assiste au retour des anciens rapports de force et des vieilles méthodes de travail.

Le département d'état-major Évaluation a-t-il été supprimé parce qu'il était en mesure d'apporter la preuve, sur la base de chiffres objectifs et concrets, que la structure unique était encore loin d'être efficace ? Dans la négative, quelles sont les raisons de cette suppression ? Pourquoi la cellule Évaluation et Contrôle a-t-elle été créée avant que le mandat de sa cheffe ait été défini ? Quand ce mandat sera-t-il connu ? La nouvelle cellule héritera-t-elle de l'ensemble des compétences de l'ancien département d'état-major Évaluation ? Des tâches seront-elles abandonnées et, dans cette hypothèse, lesquelles ? Qui va assurer la poursuite du développement et de la gestion du système de mesure des prestations ?

09.02 André Flahaut, ministre (*en français*) : J'en viens à me poser la question de savoir quand M. Sevenhans me demandera pourquoi je porte une cravate rouge pour aller au bureau. En quoi ces considérations sur l'organigramme du département entrent-elles dans le rôle de contrôle parlementaire ? À quoi servent ces questions, si ce n'est à lancer des allégations et des mensonges et à répercuter des propos prétendument tenus par des militaires, à supposer qu'ils existent ?

Car que s'est-il passé, en réalité ? Nous avons adapté un organigramme. En effet, cela vit, une armée ! Du

moins, une armée moderne, peut-être pas celle que vous imaginez. On maintient un inspecteur général médiateur qui a une certaine appréciation en matière de bien-être. L'ACOS ne disparaît pas mais les fonctions sont transférées ailleurs.

Tout ce qui a été mis en place va dans le sens d'une amélioration de la préoccupation *well being*. Effectivement, un poste de chef d'état-major général a été supprimé : cela va dans le sens d'une plus grande efficience.

09.03 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : Si je pose ces questions, c'est parce que je connais la politique de nomination et de promotion du ministre, une politique où les apparences sont trompeuses. J'essaie de comprendre la logique de cette réorganisation. Le ministre ne change rien ; il manœuvre comme cela l'arrange. Les militaires se posent des questions à ce sujet, et je ne suis pas sûr du tout que l'opération soit innocente.

L'incident est clos.

10 Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur "la sélection du personnel médical pour les opérations à l'étranger" (n° 13870)

10.01 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : Je lis sur le site web de la Défense que chaque unité participant à une opération est accompagnée par du personnel médical. Il me revient qu'il y aurait, parmi le personnel infirmier, plus de candidats que de places disponibles. Il faut donc opérer une sélection.

Sur la base de quels critères le personnel médical est-il sélectionné ? Une distinction est-elle opérée entre le personnel militaire et le personnel civil, d'une part, et entre le personnel statutaire et contractuel, d'autre part ? Le personnel militaire bénéficie-t-il de la priorité dans le cadre d'opérations militaires ? Les critères sont-ils modifiés en fonction des risques liés à la mission ?

10.02 André Flahaut, ministre (*en néerlandais*) : Le personnel civil de la Défense ne peut participer à des opérations à l'étranger que sur une base volontaire. Le personnel infirmier civil occupé par la Défense peut proposer sa candidature à condition d'être titulaire du titre professionnel requis et d'avoir suivi une certaine formation militaire.

Cinq personnes se sont portées candidates. Toutes les candidatures ont été retenues, mais un seul infirmier est effectivement parti. Les autres figurent sur une liste de réserve. Les infirmiers militaires bénéficiant d'une longue formation intensive, il nous semble indiqué de leur accorder la priorité, d'autant que l'opération se déroule dans une région instable.

L'incident est clos

11 Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur "la capacité de dragage de mines de la marine belge" (n° 13872)

11.01 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : Le plan stratégique de mai 2000 prévoyait qu'il serait décidé, sur la base d'une étude, si la capacité en matière de dragage de mines pouvait être liée au *Capability Update Program* du Chasseur de mines Tripartite. Selon mes sources, des discussions sont encore en cours à ce sujet avec la Marine néerlandaise, sans que l'étude ne progresse vraiment.

La capacité en matière de dragage de mines constitue-t-elle encore une priorité pour la Marine ? Qu'en est-il de l'étude ? Qui la réalise ? Quelles en sont les conclusions ? Quelles mesures ont été prises ? Le ministre a déjà indiqué antérieurement qu'il existe un réel besoin de capacité de dragage de mines. La Belgique pourrait prendre l'initiative en collaboration avec les Pays-Bas. J'espère qu'il s'agit toujours pour lui d'une priorité.

11.02 André Flahaut, ministre (*en néerlandais*) : Dans la foulée du plan directeur 2006, le département de la Défense renonce à la capacité en matière de dragage des mines nécessitant l'utilisation d'un système de dragage remorqué. Nous avons besoin de cette capacité pour neutraliser des mines ensablées, non détectables et posées en eaux peu profondes. Vu l'évolution du développement des appareils commandés à

distance, le département de la Défense étudie les technologies modernes les plus appropriées pour remplacer la capacité classique. L'acquisition des nouveaux systèmes est inscrite dans les projets de programme de lutte contre les mines ensablées et mouillées en eaux peu profondes. Ces programmes devraient couvrir la période 2010-2015.

L'état-major de la Marine a mené l'étude. Étant donné l'abandon de la capacité classique, les conclusions de l'étude ne sont pas pertinentes et ne seront pas publiées.

11.03 Luc Sevenhans (Vlaams Belang) : Je n'ignore pas que l'on renonce à la capacité classique, mais il a toujours été dit que la capacité en matière de dragage de mines serait ajoutée aux chasseurs de mines. Si j'ai bien compris, ce projet n'est pas encore abandonné. Le ministre affirme que le besoin subsiste et qu'une étude sera encore réalisée, mais 2010 est encore loin. J'espère que nous n'aurons pas besoin de ces capacités dans l'intervalle, car personne n'affirme que le dragage de mines est devenu superflu. J'espère que le ministre accordera la priorité à ce dossier.

L'incident est clos.

La discussion des questions et des interpellations se termine à 16 h 48.

De vergadering wordt geopend om 15.04 uur en voorgezeten door mevrouw Hilde Vautmans.

01 Vraag van de heer Claude Marinower aan de minister van Landsverdediging over "fraude bij het leger" (nr. 13676)

01.01 Claude Marinower (VLD): Ik diende deze vraag in naar aanleiding van het opzienbarende legerproces in Hasselt. De laatste jaren werden verschillende fraudedossiers geopend in verband met Defensie. De minister van Justitie antwoordde mij dat er nog zes andere dossiers zijn. Welke gevolgen heeft dat voor Landsverdediging? Wat is de omvang van de totale fraude?

01.02 Minister André Flahaut (Nederlands): Gedurende de laatste tien jaar werden tien fraudedossiers geopend, maar ze zijn niet allemaal van dezelfde aard of omvang als de rechtszaak in Hasselt. Drie fraudezaken werden afgesloten in 2006: een door vrijspraak van de verdachten, een door klassering zonder gevolg door het parket en een door vrijwillige regularisatie door de betrokkenen via strafrechtelijke bemiddeling. De andere zaken zijn nog steeds in handen van het gerecht.

Er wordt een audit uitgevoerd inzake de financiële processen bij Defensie. De eenheden en diensten van Defensie worden doorgelicht, alsook de informaticasystemen die de financiële processen ondersteunen. Anomalieën worden gerapporteerd aan de stafchef van Defensie en de gecontroleerde diensten moeten een plan voorstellen om de tekortkomingen te verbeteren.

Bij de lokale aankoopdiensten werden nieuwe regels opgelegd: een drastische beperking van het aantal ordonnateurs en van hun delegatie en een belangrijke vermindering van het budget bestemd voor lokale aankopen door de opstelling van open contracten. De betaling van de lokale aankopen werd beveiligd door een specifiek informaticasysteem dat werd gekoppeld aan het geïntegreerde systeem van logistiek beheer, zodat de inventarisatie van het verworven materieel wordt verzekerd. Er werd ook een deontologische code voor de overheidsopdrachten ingevoerd.

In 2006 herinnerde de stafchef van Defensie alle verantwoordelijken aan de disciplinaire, statutaire of zelfs gerechtelijke sancties die kunnen voortvloeien uit het niet-respecteren van de regels inzake de lokale aankopen en de horecadiensten van het leger, en inzake de toekenning van vergoedingen en toelagen, zijnde de variabele personeelsuitgaven. Tijdens de verschillende cycli van de voortgezette vorming worden de principes van de interne controle uiteengezet.

We moeten het juridische onderzoek afwachten om te weten over welke fraudebedragen het in totaal gaat. Ik heb aan mijn administratie de bedragen opgevraagd in verband met de drie dossiers die in 2006 werden afgesloten en zal ze zo snel mogelijk meedelen.

01.03 Claude Marinower (VLD): Dit soort fraude mag zich niet meer voordoen. Het is goed dat er maatregelen werden genomen.

Wat was de omvang van de fraude in de drie zaken die reeds in 2006 werden afgerond? Is voor deze zaken alleen het gerechtelijke onderzoek afgerond? Konden bepaalde bedragen worden gerecupereerd?

01.04 Minister André Flahaut (Frans): Wat uw mail betreft, zal ik u de gevraagde inlichtingen bezorgen zodra ze in mijn bezit zijn. Met betrekking tot de dossiers die in 2006 werden afgerond, kan ik meedelen dat de beklaagden in het eerste dossier werden vrijgesproken. Het tweede dossier werd geseponeerd en in het derde dossier zijn de betrokkenen tot een vrijwillige regularisatie overgegaan.

Mijn departement stelt zich stelselmatig burgerlijke partij in geval van fraude, ongeacht of die fraude van vóór of na de hervorming – tot een eenheidsstructuur – dateert.

Bij mijn aantreden heb ik een lijst laten opstellen van alle vzw's bij Landsverdediging, teneinde er toezicht te kunnen op uitoefenen. Er is geen enkel groot probleem aan het licht gekomen. Wij hebben sommige vzw's omgevormd tot een "staatsdienst met afzonderlijk beheer", waardoor de verantwoordelijkheden en de na te leven regels duidelijker konden worden afgelijnd.

01.05 Claude Marinower (VLD): Ik wacht op het schriftelijke antwoord van de minister in verband met de omvang van de fraude in de zes zaken die nog niet zijn afgerond en waarin Defensie zich burgerlijke partij stelde.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Luc Sevenhans aan de minister van Landsverdediging over "de recente publicatie van officiële NAVO-cijfers" (nr. 13683)

02.01 Luc Sevenhans (Vlaams Belang): Van alle NAVO-lidstaten die over een leger beschikken, heeft België in 2006 het kleinste percentage - 5,4 procent - aan nieuw militair materieel uitgegeven. Maar liefst 75,4 procent van de uitgaven gaat bij ons naar militair en burgerpersoneel. De jongste jaren bedroegen de uitgaven van Defensie 1,1 procent van het bbp. In de periode 1985-1989 was dat nog 2,7 procent. De minister reageerde op de cijfers met dezelfde argumenten als steeds. Volgens hem schat de NAVO op een andere manier dan ons land, mogen de uitgaven van Defensie niet verward worden met defensie-uitgaven en investeert ons land minder maar beter. De eenheidsstructuur zou bovendien alle problemen opgelost hebben.

Ik blijf erbij dat ons leger te veel verouderd materieel heeft. De vernieuwing verloopt niet zoals in de diverse strategische en stuurplannen van de minister was bepaald. De berekeningsmethode van de NAVO wordt overigens voor alle lidstaten op dezelfde manier toegepast. Waarom werd in de doelstellingen van het strategisch plan ook niet de NAVO-berekeningsmethode gebruikt? Wat zijn de punten waarop we in internationaal perspectief slecht scoren?

02.02 Minister André Flahaut (Nederlands): We stemmen onze defensie- en veiligheidspolitiek af op de vijf assen van onze buitenlandpolitiek: EU, NAVO, VN, OVSE en bilaterale relaties. Zo vallen onze inspanningen in de Democratische Republiek Congo niet onder de NAVO. In Libanon werken we binnen een VN-kader. Recent zetten we in het kader van defensiediplomatie in Afrika ook het marineschip Godetia in.

De NAVO-criteria zijn slechts één evaluatiemethode. Inzake investeringspolitiek hanteert Defensie drie principes: het minimaal nodige, aankoop *off the shelf* en het streven naar synergie via gezamenlijke internationale aankopen. Evalueert men die keuzes binnen een NAVO-kader, dan kan dat tot een ongunstig beeld leiden van ons totale investeringsbedrag. In de praktijk doet het echter niets af van de performante

operationaliteit van Defensie. We investeren met ons budget inderdaad niet meer, maar beter. Bovendien zijn sociale aspecten en de sectorakkoorden met de vakorganisaties prioriteiten.

Ik herinner aan de talrijke investeringsprogramma's die de regering de voorbije jaren goedkeurde en die volledig passen in het stuurplan 2003 van Defensie. Dankzij de investeringen konden we de vier componenten grondig moderniseren en voldoen aan actuele operationele noden in het kader van de EU, de NAVO en de VN.

02.03 Luc Sevenhans (Vlaams Belang): Ik ben het ermee eens dat België bijkomende inspanningen doet, bijvoorbeeld in de Democratische Republiek Congo. Het verbaast me echter dat ons kleine land er telkens weer in slaagt grote landen de les te spellen. Op een eigengereide manier wil de regering een nieuwe militaire visie ontwikkelen. Misschien moet de minister die visie voortaan op voorhand voorstellen aan de raad van Europese ministers van Defensie. Dat zou goed zijn voor het imago van ons land, want nu krijgen we van de NAVO steeds de rode lantaarn.

Het incident is gesloten.

03 Samengevoegde interpellatie en vragen van

- de heer **Pieter De Crem** tot de minister van Landsverdediging over "het hacken van de website van Landsverdediging" (nr. 998)
- mevrouw **Ingrid Meeus** aan de minister van Landsverdediging over "het hacken van de website van Defensie" (nr. 13897)
- mevrouw **Brigitte Wiaux** aan de minister van Landsverdediging over "het hacken van de website van het ministerie van Landsverdediging" (nr. 13942)

03.01 Pieter De Crem (CD&V): Tijdens het weekend van 13 januari 2007 werd de website van Defensie gehackt door Turkse nationalistenv. Zeggen dat de site onvoldoende beveiligd was, is een understatement. Hoe is het toch mogelijk dat dit kon gebeuren? Wat is het resultaat van het onderzoek? Tot welke informatie kregen de hackers toegang? Konden ze vertrouwelijke informatie inkijken, gebruiken of manipuleren? Hoe zal een en ander voortaan worden vermeden? Worden verantwoordelijkheden geïdentificeerd?

Het is heel gevaarlijk om te zeggen dat er nooit meer fraude zal zijn. Over enkele weken duiken er misschien nieuwe dossiers op. De minister heeft zich in het antwoord op de eerste vraag verwaagd. Als minister van Landsverdediging zou ik dat nooit hebben gedaan.

03.02 Ingrid Meeus (VLD): De bevolking vindt het hacken van een website van Landsverdediging of van de politie een heel ernstige aangelegenheid. Blijkbaar zijn die sites niet zo veilig als we dachten.

Als een terroristische groep er zou in slagen het informaticasysteem van Defensie binnen te dringen, dan komt de veiligheid van ons land in het gedrang. In dat systeem worden immers vertrouwelijke en strategische gegevens opgeslagen. Kunnen hackers deze gegevens stelen of aanpassen? Wat wil Landsverdediging daaraan doen? Welke veiligheidsnormen gelden? Welke maatregelen worden genomen om het netwerk beter te beveiligen?

03.03 Brigitte Wiaux (cdH): Ik vernam tot mijn grote verbazing dat de internetsite van het Belgische ministerie van Defensie gehackt werd. Hoe is dat kunnen gebeuren? Waarom gebeurde het? Naar welke informatie waren de hackers op zoek? Welke lessen kunnen we daaruit trekken? Welke maatregelen zal u nemen voor de toekomst?

03.04 Minister André Flahaut (Frans): Aan de heer De Crem kan ik antwoorden dat het permanente controlesysteem werd ingevoerd om het risico op fraude te beperken. Toch is het niet uitgesloten dat fraude wordt ontdekt die enige tijd geleden is ontstaan, voordat ik de leiding over het departement heb genomen. Als nieuwe gevallen van fraude worden ontdekt, zullen we de nodige maatregelen nemen.

Ik heb het hacken van de website meteen ter harte genomen en een onderzoek laten uitvoeren. We hebben

het configuratieprobleem op de publieke / militaire website gelokaliseerd en het probleem werd de volgende dag reeds opgelost. Op 16 januari 2007 werd de website opnieuw voor het publiek opengesteld.

De hackers hebben echter geen toegang gekregen tot vertrouwelijke informatie, vermits die niet op de website staat. Het is niet omdat we Belgen zijn, dat we stommelingen zijn!

De beveiliging van het netwerk is een permanent aandachtspunt van het departement Defensie. In 2005 en 2006 werden investeringen goedgekeurd om een bufferzone tussen het netwerk en de buitenwereld aan te leggen en in 2009-2010 wordt een project gelanceerd om de beveiliging van het netwerk nog te verbeteren.

03.05 Pieter De Crem (CD&V) (*Frans*): Nog een geluk dat men ons niet voor stommelingen houdt!

03.06 Minister André Flahaut (*Frans*): Dat heb ik niet gezegd.

03.07 Pieter De Crem (CD&V): Het gaat hier vanzelfsprekend om een smet op het blazoen van Landsverdediging. De minister verdedigt zich door te schermen met het feit dat zelfs het Pentagon ooit hetzelfde heeft meegemaakt.

Ik heb helemaal geen antwoord gehad op mijn vragen. Hoe hebben de hackers de website kunnen kraken? Welke informatie werd er geconsulteerd en vooral voor welke doeleinden kunnen ze die informatie gebruiken of misbruiken?

03.08 Minister André Flahaut (*Frans*): Gelukkig wordt uw gemeente goed bestuurd!

03.09 Pieter De Crem (CD&V): De burgers zijn van mening dat de gemeente Aalter beter bestuurd wordt dan de gemeente die door uw partij wordt bestuurd, waar u kandidaat was en waar u de verkiezingen hebt verloren. En tot slot nog dit: wie draagt er de verantwoordelijkheid voor wat er met die website gebeurd is?

03.10 Minister André Flahaut (*Frans*): Maar waarover heeft hij het? U kan zich nooit tot een dossier beperken, mijnheer De Crem. Ik maak me zorgen om Vlaanderen.

Mevrouw Meeus heeft me deze vraag gesteld. Ik heb geantwoord en nu stelt u de vraag opnieuw.

03.11 Ingrid Meeus (VLD): Het zou natuurlijk een stuk erger geweest zijn mochten de hackers het informaticasysteem en niet de website van Landsverdediging binnengedrongen zijn.

03.12 Minister André Flahaut (*Frans*): Maar neen, van zodra het om een website gaat, worden er geen vertrouwelijke gegevens op geplaatst. De makers van de website zijn immers niet dom: ze weten dat die sites kunnen worden gehackt!

03.13 Ingrid Meeus (VLD): Ik hoop alleen maar dat het informaticasysteem minder makkelijk kan gehackt worden dan de website. Als de minister mij ter zake kan geruststellen, des te beter!

03.14 Minister André Flahaut (*Frans*): U hoeft zich geen zorgen te maken. Tracht maar eens vertrouwelijke documenten te bekomen. Dat zal u niet lukken, tenzij u spionagetechnieken gebruikt!

03.15 Ingrid Meeus (VLD): Ik ben blij dat te horen.

Moties

Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Pieter De Crem en luidt als volgt:

“De Kamer,
gehoord de interpellatie van de heer Pieter De Crem
en het antwoord van de minister van Landsverdediging,
beveelt de regering aan

- de beveiliging van het informaticanetwerk van Defensie te optimaliseren;
- de verantwoordelijkheid voor het hacken te duiden."

Een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Ingrid Meeus en door de heren Ivon Harmegnies en Cemal Cavdarli.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

04 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Walter Muls** aan de minister van Landsverdediging over "de overbrenging van een Russisch parlementslid naar het brandwondencentrum in Neder-over-Heembeek" (nr. 13766)
- de heer **Luc Sevenhans** aan de minister van Landsverdediging over "de repatriëring naar Moskou van een Russische oliemagnaat" (nr. 13928)

04.01 **Walter Muls** (sp.a-spirit): Op eerdere vragen met betrekking tot de overbrenging met een legervliegtuig van een Russisch parlementslid vanuit Zuid-Frankrijk naar het Brandwondencentrum van Neder-over-Heembeek, antwoordde de minister dat zulke vluchten strikt gereguleerd zijn. Gaat het hierbij om een intern reglement of bestaat er een formeel document? Gelden er in andere landen gelijkaardige regelgevingen waarbij ons land betrokken is?

Bij dergelijke transporten moet altijd eerst worden nagegaan of er op de eerste plaats geen vergelijkbaar burgerlijk transport mogelijk is vooraleer een militair vliegtuig op te trommelen. Dokter Vincent van het Erasmusziekenhuis verklaarde eerder dat het militair transport gerechtvaardigd was omdat er niet tijdig een verzekeringsfirma kon worden gevonden die de nodige knowhow aan de dag kon leggen om een evenwaardig transport uit te voeren. Naar ik vanuit meerdere bronnen gehoord heb, zou deze stelling geenszins kloppen. Wie heeft nagegaan of er geen transport mogelijk was via de normale, niet-militaire kanalen? Gebeurde dit op het kabinet van de minister? Werd de stelling van dokter Vincent gecontroleerd?

Volgens de minister bedragen de kosten van het transport 5.798 euro. De factuur zou op 11 december 2006 betaald zijn. Enige navraag leerde me dat dit bedrag slechts een schijntje is van wat normaliter gangbaar is. Op de private markt zou zo een vlucht tussen de 9.000 en 33.300 euro gekost hebben, al naargelang van het type vliegtuig. Hoe is men tot het opvallend kleine bedrag van de factuur gekomen? Zijn alle kosten erin begrepen?

04.02 **Luc Sevenhans** (Vlaams Belang): De Russische miljardair werd naar Neder-over-Heembeek gevlogen met een volledig medisch uitgerust Embraer-toestel. Vorig jaar was een dergelijk toestel helaas niet voorhanden om een landgenoot uit Goa te halen. Hij is er dan ook aan zijn verwondingen overleden.

De Rus mocht bovendien rekenen op een echt vriendenprijsje, amper genoeg om de kosten voor de kerosine te dekken. De patiënt werd onlangs terug naar Moskou gevlogen. Hij werd hierbij vergezeld door een verpleegkundige en een kinesist van het Brandwondencentrum. Beiden reisden met een NAVO-marsbevel en waren dus officieel met zending in het buitenland.

Werd ook de terugreis naar Rusland door Landsverdediging georganiseerd? Welk toestel werd hierbij gebruikt en werd ook voor deze vlucht een vriendenprijsje aangerekend? Zijn beide personeelsleden van het Brandwondencentrum al teruggekeerd? Hoeveel bedragen de kosten voor deze medische assistentie en wie draait ervoor op?

Krijgt elkeen die uit het Brandwondencentrum wordt ontslagen zo een medische bijstand of gaat het bij heel deze operatie om niet meer dan een Belgische PR-stunt ten voordele van de machtige eigenaar van het Russische megabedrijf Gazprom?

04.03 Minister **André Flahaut** (*Frans*): Ik heb al talloze malen op vragen over dit onderwerp geantwoord.

Om te beginnen moet men eens goed kijken waar Goa precies ligt: dan is het meteen duidelijk dat het materieel onmogelijk was om die persoon - met wie wij trouwens geen contact meer hadden, alleen zijn familie kon misschien nog gecontacteerd worden - ginds te gaan ophalen. Was het enigszins mogelijk

geweest, ik was hem gaan terughalen. Maar dat was het dus niet.

Ik krijg het erg op mijn heupen van mensen die, zich al dan niet van den domme houdend, beweren dat we hem hadden kunnen redden. Ik wil dat men ermee ophoudt onzin te verkopen.

De parlementaire werkzaamheden hebben zo hun grenzen: als er een antwoord gegeven is, is het welletjes. Men kan een tweede keer proberen, maar geen derde.

(Nederlands) Artikel 151 van de programmawet van 2 augustus 2002 bevat de wettelijke basis voor het leveren van terug te betalen diensten aan derden. Een interne regelgeving bepaalt de procedure. Mijn diensten gaan momenteel na of er in het buitenland soortgelijke regelingen bestaan.

(Frans) Er bestaan akkoorden tussen landen en tussen legers onderling. Ik vermoed dat bepaalde van mijn collega's eveneens hun materieel ten dienste van de burgerbevolking stellen, ook in het buitenland. Ik zal daaromtrent nadere informatie inwinnen en u die bezorgen.

Wat uw onderzoek naar de onbeschikbaarheid van een burgervliegtuig betreft, bevestig ik dat we ermee hebben ingestemd die vlucht uit te voeren. In een noodgeval kan men niet alle details verifiëren. U kan me niet verwijten dat ik geloof hechte aan de woorden van professor Vincent van het Erasmusziekenhuis.

De kostprijs wordt berekend op basis van de gepresteerde uren en van de prijs van de vlucht. De vergelijking met de prijzen die door verzekeringsmaatschappijen worden aangerekend, houdt geen steek, aangezien het hier niet om een private dienstverstrekking gaat. Ten tijde van de tsunami heb ik me er trouwens tegen verzet dat Defensie niet-verzekerde personen zou gaan halen. In onderhavig geval drong de tijd en we hebben het nodige gedaan om een patiënt te redden. Wat men ook doet, de kritiek is nooit ver weg.

Voor de orgaantransplantaties is de logica dezelfde. Defensie beschikt over helikopters en personeel om het akkoord dat met de transplantatiecentra werd gesloten, na te leven. Vandaag kunnen wij ons door een rechterlijke beslissing niet kwijten van deze taak en zijn er mensen gestorven omdat het privébedrijf dat een proces tegen ons heeft aangespannen zelf niet in staat is dit vervoer te regelen. Nochtans was afgesproken dat wij complementair zouden zijn.

Om op de andere vragen van de heer Sevenhans te antwoorden, kan ik toevoegen dat de terugkeer van de Russische patiënt niet door Defensie werd georganiseerd. Alle kosten zijn voor de patiënt. Een personeelslid volgt de zaak op tot 5 februari. Deze controle bij het verlaten van het ziekenhuis is volledig normaal en is identiek voor iedereen, zonder onderscheid van huidskleur, taal, geslacht en politieke of filosofische overtuigingen.

04.04 **Walter Muls** (sp.a-spirit): De minister klaagt dat hij altijd kritiek krijgt in de Kamer, maar laat het bekritisieren van het beleid nu net de plicht van de parlementsleden zijn!

Het stoot mij tegen de borst dat er blijkbaar niet is gecontroleerd of er een toestel beschikbaar was op de privémarkt. Wat een 'chef de service' van een ziekenhuis zegt, wordt door de minister zonder meer als betrouwbaar aangenomen. Elk hospitaal kan voor een repatriëring dus eenvoudigweg een beroep doen op Defensie in plaats van op een privéverzekeraar. Dat is een gevaarlijke situatie.

De regel is dat het leger mag inspringen als er in de burgerwereld geen andere mogelijkheden zijn. Ook inzake de orgaantransplantatie heeft de minister die regel met de voeten getreden en is hij de concurrentie aangegaan met de privésector. De privésector heeft daarop een proces aangespannen met als gevolg dat het leger is teruggefloten. Dat er ook nu niet is gecheckt of er privévliegtoegen waren, kan tot soortgelijke problemen leiden.

04.05 Minister **André Flahaut** *(Frans)*: U volgt de logica van de privésector, ik die van de openbare sector.

04.06 **Luc Sevenhans** (Vlaams Belang): Ik ben blij dat de minister zegt geen uitzonderingen te maken. Ook mij zal hij dus willen repatriëren als ik ergens kom vast te zitten.

Dat een arm meisje uit Algerije niet moet betalen, is natuurlijk terecht. Van een rijke aandeelhouder van

Gazprom kan men evenwel aannemen dat hij goed verzekerd is en dat hij zelf kan instaan voor de kosten. Zelfs ik kan dat.

De minister zegt dat er nazorg is voor iedereen. Dat is een precedent. Ik hoop dat hij de waarheid spreekt als hij zegt dat hij geen uitzonderingen maakt en iedereen volgens dezelfde criteria behandelt.

Het incident is gesloten.

05 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Pieter De Crem** aan de minister van Landsverdediging over "een ziekenhuisbacterie in het Brandwondencentrum van het Militair Hospitaal te Neder-over-Heembeek" (nr. 13798)

- mevrouw **Hilde Dierickx** aan de minister van Landsverdediging over "de multiresistente bacterie in het Militair Hospitaal van Neder-over-Heembeek" (nr. 13911)

05.01 **Pieter De Crem** (CD&V): Een zeer agressieve kiem heeft zich genesteld in het Brandwondencentrum van Neder-over-Heembeek. Een tijdlang werd het probleem toegedekt en dus niet adequaat aangepakt. Nadat dit mismanagement werd vastgesteld, werd beslist geen nieuwe patiënten meer op te nemen en de andere patiënten te stabiliseren en naar andere centra te brengen. Die centra werden echter niet voldoende ingelicht over de graad en de oorzaak van de contaminatie.

Waarom werden niet onmiddellijk de juiste maatregelen getroffen? Werd het diensthoofd ter verantwoording geroepen? Waarom werden de andere centra onvoldoende ingelicht? Hoeveel patiënten werden besmet en wat zijn de gevolgen?

05.02 **Hilde Dierickx** (VLD): In het Militair Hospitaal maakte de zeldzame multiresistente bacterie *Actinobacter* twee dodelijke slachtoffers. De bacterie werd vastgesteld bij een Algerijnse patiënte die op intensieve zorgen werd opgenomen. Op diezelfde dienst raakte een andere patiënt besmet, die later ook overleed.

Waarom werd de Algerijnse patiënte naar het Militair Hospitaal overgebracht? Gebeurde een volledige screening van de patiënte voor of tijdens de opname? Werd de juiste procedure gevolgd om overdracht van de bacterie tegen te gaan? Kan met zekerheid worden gezegd dat geen andere personen, patiënten of personeel werden besmet?

05.03 Minister **André Flahaut** (*Frans*): U bent goed geïnformeerd: de Algerijnse patiënte kwam niet uit Algerije.

(*Nederlands*) De patiënte werd naar de dienst intensieve zorgen van het Militair Ziekenhuis overgebracht met zware brandwonden en in het kader van een samenwerkingsakkoord met het Brugmannziekenhuis.

Alle patiënten worden gescreend en geïsoleerd omdat er altijd infectiegevaar aanwezig is. Het medische team heeft na de vaststelling van de kiem meteen de nodige maatregelen getroffen en heeft de vaste procedure correct gevolgd. Na de vaststelling van de besmetting werd de dienst intensieve zorgen volledig vrij gemaakt en gedecontamineerd door een gespecialiseerd bedrijf. Desalniettemin werd toch een nosocomiale infectie vastgesteld, waarbij een bacterie ondanks alle voorzorgsmaatregelen toch overgaat van de ene patiënt op de andere. Dit fenomeen komt in ziekenhuizen steeds vaker voor. Er valt het Militair Hospitaal niets te verwijten, wat ook op een multidisciplinaire vergadering met deskundigen van het Brugmannziekenhuis werd vastgesteld.

Eén patiënt werd overgebracht naar een ander ziekenhuis

Zodra er sprake was van een nosocomiale infectie, werd overlegd met de betrokken ziekenhuizen en werd informatie verstrekt. Dit alles kadert in de wil tot transparantie.

(*Frans*) Van de zes besmette patiënten worden er twee nog steeds in het ziekenhuis verzorgd, twee hebben het ziekenhuis verlaten en twee zijn overleden. Een van hen werd overgebracht en overleed niet aan de

gevolgen van de besmetting door de ziekenhuisbacterie. Men heeft ook niet kunnen vaststellen of de bacterie een doorslaggevende rol heeft gespeeld bij het overlijden van de andere patiënt.

05.04 Pieter De Crem (CD&V): De minister antwoordt manifest niet op mijn vraag. Het probleem bestaat al sinds november 2006. Pas zes weken na de besmetting kwam er een persmededeling. Dat is ongeoorloofd laat. Ik zal de zaak verder volgen. Er zijn tenslotte twee doden gevallen. Waar is de tweede patiënt overleden?

05.05 Minister André Flahaut (*Frans*): Ik heb die informatie niet hier bij mij. Ik zal ze u bezorgen.

05.06 Hilde Dierickx (VLD): Is het volledig zeker dat niemand anders met de bacterie besmet kan zijn?

05.07 Minister André Flahaut (*Frans*): Behalve de bekende patiënten in de dienst intensieve zorg (die ontsmet werd), kwamen geen andere patiënten of personeelsleden met de bacterie in aanraking.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Pieter De Crem aan de minister van Landsverdediging over "de huiszoeking bij de Algemene Inspectiedienst" (nr. 13799)

06.01 Pieter De Crem (CD&V): De federale politie heeft een huiszoeking gedaan bij de Algemene Inspectiedienst van Defensie, in het kader van de dood van een militair. De opdrachtgever is onderzoeksrechter Connerotte. Er zouden elementen uit het dossier achtergehouden worden.

Kan de minister meer toelichting geven over de ware toedracht van de huiszoeking en de gevolgen ervan?

06.02 Minister André Flahaut (*Nederlands*): De huiszoeking kadert in het onderzoek naar het overlijden van een jonge militair in augustus 2005. Na het overlijden heeft de inspecteur-generaal-bemiddelaar een globaal onderzoek geleid, waarvan slechts één onderdeel betrekking had op dit specifieke overlijden. Op hun verzoek kregen de ouders de adviezen van de inspecteur-generaal in januari 2006. Daarna hebben de ouders zich burgerlijke partij gesteld bij de onderzoeksrechter van Neufchâteau. Onderzoeksrechter Connerotte werd aangeduid om het onderzoek te leiden.

Begin augustus heeft een politiemann zich bij de inspecteur-generaal-bemiddelaar aangeboden om een afschrift te krijgen van het onderzoekverslag. De inspecteur heeft hem toen een officieel document gevraagd, getekend door de onderzoeksrechter die belast was met de zaak. Zodra de inspecteur-generaal in het bezit was gesteld van dat officiële document, werd een afschrift van het deel van het dossier aan de politiemann bezorgd, vergezeld van een brief van de inspecteur-generaal. Hij stelde zich volledig ter beschikking van onderzoeksrechter Connerotte.

Op dinsdag 16 januari hebben politiemensen zich in de kantoren van de inspecteur-generaal in Tervuren aangeboden met een huiszoekingsbevel, afgeleverd door onderzoeksrechter Connerotte. Het origineel van het volledige onderzoeksdossier van de inspecteur werd hen tegen ontvangstbewijs bezorgd. Er werden eveneens kopieën van de elektronische documenten van het dossier op cd gezet. Alles verliep in een sfeer van volledige samenwerking en transparantie. We dienen nu het vervolg van het onderzoek af te wachten.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van mevrouw Ingrid Meeus aan de minister van Landsverdediging over "de toekomst van de eenheden in het Fort van Zwijndrecht" (nr. 13836)

07.01 Ingrid Meeus (VLD): Het Fort van Zwijndrecht fungeerde decennialang als munitiearsenaal van Defensie met een industriële fabricagecapaciteit. Mede door het drastisch terugschroeven van de industriële munitieactiviteiten van Defensie is de bezetting van het Fort nog maar een fractie van weleer.

Recent doen echter de wildste speculaties de ronde over het toekomstige gebruik van dit militaire domein door Defensie en over de personeelsbewegingen op korte termijn.

Wat is het actuele gebruik van de site? Welke eenheden en detachementen zijn er ingekwartierd? Wat is hun opdracht? Zijn er eenheden die gebruikmaken van deze site voor operationele of trainingsdoeleinden? Bestaan er plannen om de in het fort aanwezige eenheden in de toekomst te ontbinden, te verplaatsen of uit te breiden? Wat is de stand van zaken met betrekking tot de saneringsactiviteiten op en rond het fort? Wie zal het fort in de toekomst bewaken? Hoe zal die bewaking eruitzien? Er ligt immers heel wat munitie in de vestinggrachten, wat een risico inhoudt.

07.02 Minister **André Flahaut** (*Nederlands*) : Het elfde geniebataljon gebruikt een aantal loodsen van het kwartier als opslagplaats voor klein geniematerieel. Er zijn 23 personen van de eenheid tewerkgesteld voor de wacht en het onderhoud van het kwartier.

Een andere zone van het fort dient om een opleiding over het gevaar van mijnen en onontplofte munitie te geven voor detachementen die op zending naar het buitenland moeten vertrekken.

De Inspectiedienst voor Kruit en Oorlogsexplosieven is nog steeds aanwezig met twaalf personen en als hoofdopdracht de inspectie van het veilig gebruik van militaire munitie en het onderzoek van munitiegebonden ongevallen.

Het derde departement Munitie van het steuncomplex Westakkers is ook in het fort ondergebracht. Het gaat over negentien personen, met als hoofdopdracht het testen en de keuring van munitie, en de fabricatie van pyrotechnische producten in opdracht van de staf van Landsverdediging.

Recent hebben geen structurele eenheids- of personeelsbewegingen plaatsgevonden. Naar aanleiding van de lopende valorisatie van de infrastructuur van Landsverdediging wordt een mogelijke verhuis van bepaalde activiteiten bestudeerd.

De noodzakelijke onderhoudswerkzaamheden en investeringen voor de veiligheid van het personeel zijn in volle uitvoering, waar nodig. Alle lokalen waar personeel tewerkgesteld wordt, zijn conform het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming. De nutsvoorzieningen voldoen aan de wetgeving en aan alle huidige normen.

Landsverdediging is van plan dit domein te behouden. De sanering van het kwartier te Zwijndrecht is een complex en groot project. De veiligheid van het personeel en van de omwonenden zal altijd primeren. De mogelijke saneringsmethoden en de budgettaire impact ervan, zullen daarmee rekening moeten houden. Het project zit nog in een studiefase, maar het zal veel geld kosten.

07.03 **Ingrid Meeus** (VLD): Eigenlijk zit alles dus nog in de studiefase.

Voorzitter: de heer Yvon Harmegnies.

Het incident is gesloten.

08 **Samengevoegde vragen van**

- **de heer Pieter De Crem** aan de minister van Landsverdediging over "de gevolgen van het vliegongeval van 25 juni 1986" (nr. 13750)

- **mevrouw Hilde Vautmans** aan de minister van Landsverdediging over "het vliegtuigongeval in Visé" (nr. 13765)

08.01 **Pieter De Crem** (CD&V): In 1986 kwam een Mirage van de luchtmacht in botsing met een sportvliegtuigje. Sindsdien loopt er een gerechtelijke procedure tegen de Belgische Staat. Wat is de actuele stand van zaken in dit dossier? Met welke argumenten is Defensie in beroep gegaan tegen de uitspraak in eerste aanleg? Lijkt het niet billijk om, los van de uitkomst van de procedure, een vorm van schadeloosstelling te overwegen, zonder dat de aansprakelijkheid aan bod komt? Welke gevolgen zou een uitspraak ten nadele van Defensie hebben voor de inzet van onze militaire vliegtuigen?

08.02 **Hilde Vautmans** (VLD): Bij de botsing met de Mirage kwamen de drie inzittenden van het burgertoestel om. De rechtbank van eerste aanleg oordeelde dat ook in de lucht de voorrang van rechts geldt

wanneer piloten op het zicht vliegen. Het vonnis was dus in het voordeel van de burgerslachtoffers.

In april 2004 beloofde de minister dat hij zou laten onderzoeken of het niet mogelijk was om, uit sociale overwegingen, een voorlopige schadevergoeding uit te betalen. De echtgenote van een van de slachtoffers is inmiddels tachtig jaar oud. De redelijke termijn voor de vergoeding is al lang verstreken.

Hoe ver staat de beroepsprocedure? Waarom wordt er zo getalmd? De conclusies van de deskundigen waren immers duidelijk. Hebben de diensten van de minister de mogelijkheid onderzocht om voorschotten uit te betalen? Kan dat niet gebeuren zonder dat de aansprakelijkheid daarbij aan bod moet komen? Waarom werd er nooit een minnelijke schikking aanvaard?

08.03 Minister **André Flahaut** (*Nederlands*): De rechtbank van eerste aanleg van Brussel heeft in deze zaak een vonnis gevelde op 18 november 2003. Op 11 maart 2004 heeft mijn departement beroep aangetekend. Intussen werden de pleidooien voor het hof van beroep vastgelegd op 4 en 5 april.

In haar vonnis oordeelde de rechtbank dat Defensie burgergebruikers een risico laat lopen door militaire vliegtuigen tegen hoge snelheid te laten circuleren in het niet-gecontroleerde luchtruim. De rechtbank weerhield niet de aansprakelijkheid van de Staat voor een fout van de piloot of een technisch gebrek aan de Mirage. Wat de voorrang van rechts betreft, oordeelde de rechtbank dat deze regel in het luchtruim niet strikt geïnterpreteerd kan worden, maar eerder gezien moet worden als een vuistregel om botsingen te voorkomen.

Mijn departement heeft beroep aangetekend tegen dit vonnis, omdat het de training van onze piloten in het gedrang brengt. De risico's van het vliegen in het ongecontroleerde luchtruim zouden bij alle gebruikers moeten bekend zijn, dus ook bij de burgerpiloten.

Het vonnis van de rechtbank beval de voorlopige tenuitvoerlegging, ongeacht elk beroep. Het departement heeft daarom de bedragen van de burgerlijke veroordelingen geconsigneerd. Met deze bewarende maatregel wil het departement zich enerzijds wapenen tegen een budgettair risico, en anderzijds coherent blijven met zijn standpunt waarbij het de aansprakelijkheid van Defensie betwist.

Vanuit menselijke overwegingen heb ik niettemin mijn administratie gevraagd de mogelijkheid van voorlopige betalingen te onderzoeken. Er werd mij geantwoord dat er geen dading gesloten kon worden, aangezien Defensie hoger beroep heeft ingesteld en het Rekenhof bovendien geen visum kon verlenen voor betalingen die de rechten van de Staat zouden miskennen, gelet op de lopende procedure.

Een beslissing ten nadele van Defensie zou de opleiding van de piloten in het gedrang brengen. Die opleiding blijft uiteraard onontbeerlijk voor de inzetbaarheid van de Luchtcomponent, zowel nationaal als internationaal.

(*Frans*) Het antwoord van mijn administratie was duidelijk. Wij kunnen niets doen, wat ik persoonlijk betreurt.

08.04 **Pieter De Crem** (CD&V): Ik begrijp dat de belangen van het departement en van de Luchtcomponent gevrijwaard moeten worden. Ik vind het niettemin jammer dat men zich strikt houdt aan de interpretatie van het Rekenhof. Ik vraag de minister om nogmaals te onderzoeken of het niet mogelijk is om voorschotten uit te betalen, wat ook de uitkomst van de procedure is.

08.05 **Hilde Vautmans** (VLD): Ik heb navraag gedaan bij enkele juristen en zij zeggen mij dat een minnelijke schikking in deze omstandigheden wel mogelijk moet zijn, zonder dat de Staat haar aansprakelijkheid erkent. Ik roep de minister dan ook op om nog een laatste poging te doen. De beste oplossing zou natuurlijk zijn dat er snel een uitspraak in beroep komt, maar ik vrees dat dit nog een tijdje kan aanslepen.

08.06 Minister **André Flahaut** (*Frans*): Ik ben bereid een schriftelijke aanvraag in te dienen om een schriftelijk antwoord van het Rekenhof te bekomen, maar de drempel is toch wel een stuk verlaagd.

Het incident is gesloten.

09 Interpellatie van de heer Luc Sevenhans tot de minister van Landsverdediging over "de reorganisatie van de Staf van Defensie" (nr. 1005)

Voorzitter: Hilde Vautmans.

09.01 Luc Sevenhans (Vlaams Belang): In *Flash Direct* van 21 december 2006 verscheen niet alleen een reeks aanstellingen van opperofficieren, maar ook een omfioerste reorganisatie van de staf van Defensie. De secretaris-generaal van het departement krijgt de leiding over de cel Evaluatie en Controle. Het stafdepartement Evaluatie wordt dusdanig opgedoekt.

De functies van inspecteur-generaal-bemiddelaar en onderstafchef Welzijn zouden voortaan worden gecumuleerd door één opperofficier, maar de betrokkene heeft die cumulatie geweigerd. Hoe kan één persoon immers tegelijkertijd controleren en bemiddelen? Er bestaan dus blijkbaar toch generaals met gezond verstand.

De stafdepartementen Strategie en Welzijn en het stafdepartement Evaluatie moesten de vernieuwing van Defensie belichamen na de reorganisatie van 1 januari 2002. Zij moesten aantonen hoe belangrijk het welzijn van de militairen en de burgers van Defensie wel is. Door langetermijnvisie en strategie, gevolgd door controle en evaluatie, en door de toepassing van moderne managementtechnieken, moest Defensie een moderne organisatie worden.

Een prestatie-meetsysteem zou nagaan of de middelen effectief werden ingezet om de strategie en het beleid uit te voeren. Het stafdepartement Evaluatie ondervond onmiddellijk hoe moeilijk het is een prestatie-meetsysteem te ontwikkelen in een organisatie waarvan de topmanagers elke objectieve meting schuwen. Met één enkele pennentrek en zonder enig consultatie maakt de minister nu een einde aan de vernieuwing en aan de hoop op een andere cultuur binnen Defensie.

Voor veel militairen is het opdoeken van het stafdepartement Evaluatie geen verrassing. Dit stafdepartement zou immers cijfers en feiten kunnen verzamelen waaruit blijkt dat de werkelijke toekenning van de middelen van Defensie en de behaalde resultaten niet stroken met wat in de pers en de ministeriële mededelingen staat. Hoe de nieuwe cel Evaluatie en Controle zal functioneren en in hoeverre zij de oude bevoegdheden van het stafdepartement Evaluatie zal overnemen, is nog onduidelijk. Naar verluidt is de secretaris-generaal zelf nog bezig met het neerschrijven van dat mandaat. Bovendien is het stafdepartement Welzijn al een maand zonder chef. De 400 personeelsleden weten niet meer waarom ze nog moeten komen werken, ze geraken hierdoor gedemotiveerd.

De voornaamste symbolen van de vernieuwing werden dus onderuit gehaald. Nieuwe cultuur blijft een hol begrip, de oude machtsverhoudingen en werkmethodes slaan opnieuw toe.

Werd het stafdepartement Evaluatie opgedoekt omdat het met objectieve en concrete cijfers kon aantonen dat de efficiëntie van de eenheidsstructuur nog veraf is? Wat zijn anders de redenen? Waarom werd de cel Evaluatie en Controle opgericht nog voor het mandaat van haar leidster gekend was en wanneer zal dat mandaat bekend zijn? Zal de nieuwe cel alle bevoegdheden van het opgedoekte stafdepartement Evaluatie overnemen of zullen bepaalde taken niet meer worden uitgevoerd en zo ja, welke? Wie zal het prestatie-meetsysteem verder ontwikkelen en beheren?

09.02 Minister André Flahaut (*Frans*): Op de duur begin ik me af te vragen wanneer de heer Sevenhans me zal vragen waarom ik een rode das draag om naar het werk te gaan. In hoeverre sluiten zijn beschouwingen over het organigram van mijn departement aan bij de controlerende bevoegdheid van het parlement? Waartoe dienen zijn vragen, behalve om loze beweringen en leugens te spuien en verklaringen wereldkundig te maken die zogezegd door militairen werden afgelegd, in de veronderstelling dat die personen ook echt bestaan?

Wat is de ware toedracht van de feiten? We hebben een organigram aangepast. Een leger leeft immers! Of toch tenminste een modern leger, misschien niet het leger dat u voor ogen hebt. We behouden een inspecteur-generaal bemiddelaar die enig inzicht in het welzijn heeft. ACOS verdwijnt niet maar de functies worden naar elders overgeheveld.

Alle genomen initiatieven strekken ertoe de *well being* te verbeteren. Er werd inderdaad een functie van chef van de generale staf afgeschaft: dat past in het streven naar meer doeltreffendheid.

09.03 Luc Sevenhans (Vlaams Belang): Ik stel die vragen omdat ik de benoemings- en bevorderingspolitiek van de minister ken, en waarin niets is wat het lijkt. Ik zoek de logica der dingen in deze reorganisatie. De minister verandert niets, hij zet alles naar zijn hand. De militairen hebben vragen daarover en ik ben helemaal niet overtuigd dat dit een onschuldige operatie is.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Luc Sevenhans aan de minister van Landsverdediging over "de aanduiding van het medisch personeel voor buitenlandse operaties" (nr. 13870)

10.01 Luc Sevenhans (Vlaams Belang): Op de webstek van Defensie lees ik dat bij elke eenheid die deelneemt aan een operatie ook altijd medisch personeel aanwezig is. Naar verluidt zijn er bij het verplegend personeel meer kandidaten om deel te nemen aan dergelijke operaties dan beschikbare plaatsen. Er moet dus worden geselecteerd.

Op basis van welke criteria wordt geselecteerd? Wordt een onderscheid gemaakt tussen militair personeel en burgerpersoneel, en tussen statutair en contractueel personeel? Krijgt het militair personeel voorrang bij militaire operaties? Veranderen de criteria naargelang van de gevaarlijkheid van de opdracht?

10.02 Minister André Flahaut (Nederlands): Het burgerpersoneel van Defensie kan enkel op vrijwillige basis deelnemen aan operaties in het buitenland. Verpleegkundigen die als burger werken bij Defensie kunnen zich kandidaat stellen indien zij over de juiste beroepstitel beschikken en een zekere militaire vorming gekregen hebben.

Vijf stelden zich kandidaat. Alle kandidaturen werden aanvaard, maar slechts één verpleegkundige is werkelijk vertrokken. De anderen staan op een reservelijst. Omdat militaire verpleegkundigen een lange en intensieve opleiding kregen, lijkt het aangewezen aan hen de voorkeur te geven, zeker wanneer de opdracht plaatsvindt in een niet stabiele regio.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van de heer Luc Sevenhans aan de minister van Landsverdediging over "de mijnenvoegcapaciteit van de Belgische marine" (nr. 13872)

11.01 Luc Sevenhans (Vlaams Belang): In het strategisch plan van mei 2000 stond dat via een studie zou worden beslist of mijnenvoegcapaciteit gekoppeld kan worden aan het *Capability Update Program* van de *Chasseur de Mines Tripartite*. Volgens mijn bronnen wordt daarover nog steeds gepraat met de Nederlandse marine, maar vordert de studie niet echt.

Is mijnenvoegcapaciteit nog steeds een prioriteit voor de Marine? Hoe zit het met de studie? Wie voert ze uit? Wat zijn de conclusies? Welke stappen zijn gezet? De minister gaf eerder al aan dat er een duidelijke behoefte is aan mijnenvoegcapaciteit. België zou het voortouw kunnen nemen in een samenwerking met de Nederlanders. Ik hoop dat de minister dit nog steeds als een prioriteit beschouwt.

11.02 Minister André Flahaut (Nederlands): Als gevolg van het stuurplan 2006 ziet Defensie af van de mijnenvoegcapaciteit waarbij gebruikgemaakt wordt van een gesleept veegtuig. We hadden die capaciteit nodig om verzande, niet detecteerbare en ondiep gelegen mijnen te neutraliseren. Gezien de vooruitgang in

de ontwikkeling van op afstand bediende tuigen, evalueert Defensie de meest geschikte moderne technologieën om de klassieke capaciteit te vervangen. De aankoop van de nieuwe systemen is opgenomen in de programmaconcepten voor de bestrijding van verzande en ondiep gelegen mijnen. Die programma's zijn gepland voor de periode 2010-2015.

De staf van de Marine leidde de studie. Aangezien wordt afgezien van de klassieke capaciteit, zijn de conclusies van de studie niet relevant en worden ze niet gepubliceerd.

11.03 Luc Sevenhans (Vlaams Belang): Ik weet best dat wordt afgezien van de klassieke capaciteit, maar er is steeds gezegd dat mijnenvraagcapaciteit zou worden toegevoegd aan de mijnenjagers. Ik heb begrepen dat die plannen nog niet afgevoerd zijn. De minister zegt dat de behoefte blijft bestaan en dat er nog een studie zal komen, maar 2010 is nog ver weg. Ik hoop dat we een en ander in de tussentijd niet nodig hebben, want niemand beweert dat mijnenvragen overbodig geworden is. Ik hoop dat de minister deze zaak als een prioriteit beschouwt.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen en interpellaties eindigt om 16.48 uur.